



**Mercredi 20 octobre 1954,
 à 10 h. 50**

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 51 de l'ordre du jour:	
Question de la définition de l'agression: rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (<i>suite</i>)	45

Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR
 (Cuba).

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la définition de l'agression: rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (A/2638, A/2689 et Add.1, A/C.6/L.332) [*suite*]

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)

1. M. ALFARO (Panama) croit pouvoir dire, au stade actuel des débats, qu'une majorité considérable se dégage tant sur le contenu d'une définition de l'agression que sur le fait qu'il est possible et souhaitable de définir cette notion. Il semble acquis que le critère le plus sûr consiste à donner au mot "agression" le sens d'un emploi injustifié de la force, d'un recours à la violence capable d'entraîner la guerre, et qu'il convient donc de se limiter à définir l'agression armée. Il semble acquis aussi qu'il conviendra d'adopter ce que l'on a appelé une "définition mixte".

2. Le paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte interdit l'emploi de la force, non seulement contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, mais aussi de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies. Le contexte indique que le terme "agression" est, dans la Charte, synonyme de "guerre d'agression". Les rédacteurs de la Charte se sont interdit l'usage du mot "guerre", instaurant ainsi le nouvel ordre international dans lequel la guerre est proscrite et rompant avec le régime admis par le Pacte de la Société des Nations, par les Traités de Locarno et par d'autres, qui considéreraient, en application de vieilles doctrines du droit international, que l'on pouvait concevoir des guerres licites, des guerres justes. L'ordre international contemporain s'est proposé d'attaquer le mal dans sa racine, en prohibant radicalement l'emploi de la force armée — les actes d'agression — sauf dans les cas que la Charte cite avec précision.

3. Le représentant du Panama cite un passage d'une monographie de M. Georges Scelle qui confirme cette thèse en concluant que tout recours à la violence est synonyme de guerre et que toute guerre est une agression.

4. Dès lors que l'emploi de la force est interdit, sauf dans des circonstances déterminées, est-il possible de concevoir un exemple de l'emploi de la force qui ne constitue pas une agression? Bien qu'il ait tenté de passer mentalement en revue toutes les éventualités, M. Alfaro ne le croit pas.

5. On peut donc trouver les éléments d'une définition générale de l'agression en se basant, quels que soient les termes mêmes de la formule, sur les deux éléments fondamentaux: l'emploi de la force par un État contre un autre et le caractère illicite de cet emploi de la force. Plusieurs formules, qui diffèrent dans la forme mais non dans le fond, ont déjà été élaborées sur cette base et le représentant du Panama rappelle la définition incorporée dans le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (A/2693, chap. III), celle qu'a proposée le représentant des Pays-Bas au cours des débats du Comité spécial (A/2638, par. 97), celle, enfin, qu'il a proposée lui-même en 1951 à la Commission du droit international (A/1858, par. 46).

6. En ce qui concerne une définition énumérative, M. Alfaro pense, comme le représentant du Brésil, qu'il faudrait être prophète pour concevoir toutes les formes que l'agression pourrait revêtir dans l'avenir et que, par son caractère inflexible, une énumération serait dangereuse.

7. Il faut donc adopter la forme mixte, et le représentant du Panama serait partisan d'une résolution par laquelle l'Assemblée générale reprendrait sous forme de préambule les quatrième et cinquième considérants de sa résolution 599 (VI) et formulerait une définition générale conformément aux principes qu'il vient d'exposer. Ensuite, l'Assemblée déclarerait que, en dehors des autres actes que les organes compétents des Nations Unies pourraient qualifier d'actes d'agression, et sauf lorsqu'ils seraient accomplis dans les conditions admises par la Charte des Nations Unies, seraient considérés comme actes d'agression ce que l'on a appelé "les cinq péchés capitaux" énumérés dans la formule "Litvinov-Politis", dont les termes, toutefois, devraient être élargis et précisés. Enfin, la résolution autoriserait l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité à déclarer coupable d'agression tel ou tel État qui, directement ou indirectement, aurait fait usage de la force sous l'une des formes précisées au début du texte.

8. M. Alfaro donne lecture d'un projet officieux rédigé dans ce sens et dont le dispositif se lit comme suit:

"L'Assemblée générale

"Déclare:

"1. Constitue une agression, tout usage de la force armée auquel un État aurait recours contre un autre État pour quelque motif que ce soit, exception faite des cas individuels ou collectifs de légitime défense et de l'exécution d'une décision ou d'une recommandation d'un organe compétent de l'Organisation des Nations Unies.

"2. Outre les autres actes que les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies peuvent qualifier d'actes constituant une agression, les actes, énumérés ci-après, qui sont commis à des fins étrangères à celles qui sont spécifiquement visées au

paragraphe précédent, sont des actes d'agression caractérisés :

"a) L'invasion du territoire d'un Etat par les forces armées d'un autre Etat ;

"b) L'attaque armée du territoire, de la population ou des forces terrestres, navales ou aériennes d'un Etat par les forces terrestres, navales ou aériennes d'un autre Etat ;

"c) Le blocus des côtes, des ports ou de toute autre partie du territoire d'un Etat par les forces terrestres ou navales d'un autre Etat ;

"d) Le fait pour les autorités d'un Etat d'organiser, sur leur territoire ou dans tout autre territoire, des bandes armées appelées à faire des incursions dans le territoire d'un autre Etat ou d'encourager l'organisation de ces bandes armées ; ou le fait de tolérer l'organisation desdites bandes armées sur leur propre territoire ou de tolérer que lesdites bandes armées utilisent ledit territoire comme base d'opérations ou comme point de départ pour se livrer à des incursions dans le territoire d'un autre Etat ; ainsi que le fait de participer directement à de telles incursions ou de prêter leur assistance à ceux qui y participent ;

"e) L'annexion par les autorités d'un Etat d'un territoire appartenant à un autre Etat en ayant recours à des actes contraires au droit international.

"3. Il appartient à l'Assemblée générale, en vertu de ses pouvoirs généraux, ou au Conseil de sécurité, en vertu du pouvoir spécial que lui confère l'Article 39 de la Charte des Nations Unies, de déclarer, lorsqu'ils le jugeront opportun, que l'Etat qui aura fait directement ou indirectement usage de la force, sous l'une quelconque des formes prévues aux paragraphes 1 et 2 de la présente résolution, est coupable d'agression."

9. Sir Gerald FITZMAURICE (Royaume-Uni) constate que les orateurs qui l'ont précédé ont, dans l'ensemble, marqué leur désir de voir définir l'agression, mais que les avis sur le contenu d'une telle définition sont très différents.

10. L'Assemblée générale a déclaré qu'il était possible et souhaitable de définir l'agression. Peut-être eût-il été plus sage de s'assurer d'abord qu'une définition satisfaisante est possible. Il serait en effet non seulement peu souhaitable mais même dangereux d'adopter une définition qui ne serait pas pleinement satisfaisante. L'historique de la question prouve que le problème est fort difficile à résoudre. Bien que le terrain eût été déblayé par des discussions répétées, le Comité spécial lui-même — c'est là un fait significatif — a été incapable de convenir d'une définition.

11. Les partisans d'une définition pensent qu'elle permettrait de déterminer plus facilement l'existence d'une agression et par conséquent d'y résister. Pourtant, une résolution de l'Assemblée générale ne peut lier le Conseil de sécurité. Il serait contraire à la Charte — tout au moins à son esprit — de tenter de limiter la liberté d'appréciation et d'action du Conseil de sécurité, ou même simplement de tenter d'influencer le Conseil par une résolution de l'Assemblée qui définirait l'agression. Cette résolution, qui n'aurait qu'un caractère de recommandation, ne saurait lier davantage les Etats Membres. En fait, la définition de l'agression n'aurait donc aucune influence en elle-même. Il est certain, d'autre part, qu'il n'est pas nécessaire de formuler une définition pour que, dans un cas déterminé, les membres du

Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale aient présents à l'esprit les divers éléments constitutifs de l'agression. Pour déterminer un cas d'agression, l'impression générale que les circonstances et le caractère de la situation dans son ensemble produiront dans l'esprit des membres des organes intéressés sera beaucoup plus importante qu'une énumération ou qu'une formule générale. En réalité, une définition serait, dans un cas concret, de peu d'utilité et risquerait même d'être nuisible, car elle entraînerait de longues discussions théoriques qui retarderaient une solution.

12. Peut-on espérer, d'autre part, qu'une définition rendrait l'agression impossible ou du moins improbable ? C'est là une vue illusoire. L'histoire montre qu'un agresseur virtuel ne tient aucun compte de considérations de cet ordre et ne se préoccupe que d'évaluer ses chances de succès. Dans un discours qu'il a prononcé il y a deux ans, le représentant du Royaume-Uni avait été amené à conclure, de l'examen des cas d'agression que l'histoire a enregistrés depuis le début du siècle, qu'une définition de l'agression n'aurait modifié en rien le cours des événements. D'aucuns disent qu'une définition n'empêcherait peut-être pas des guerres générales ou l'attaque d'un petit pays par une grande puissance, mais qu'elle préviendrait les actes d'agression peu importants ou localisés dans des régions déterminées. Cette thèse est intéressante, mais on peut arriver à ce résultat sans aller jusqu'à une définition générale de l'agression, qui serait d'application universelle et qui ne tiendrait aucun compte des situations particulières.

13. Sir Gerald en vient alors à certaines observations, formulées par le représentant de l'URSS à la 403ème séance, qui ont trait à la question de savoir si une définition de l'agression pourrait prévenir un acte d'agression grave.

14. A en croire le représentant de l'URSS, une définition de l'agression constituerait en quelque sorte une panacée contre l'agression. Ce représentant a cité certaines paroles prononcées par M. Molotov à l'appui, semble-t-il, de la thèse selon laquelle la deuxième guerre mondiale n'aurait pas éclaté s'il y avait eu, en 1939, une définition généralement reconnue. C'est là ce qu'aucun esprit réaliste ne pourra croire, et sir Gerald est persuadé que cette affirmation ne répond à aucune conviction réelle.

15. Le représentant de l'URSS a déclaré également que l'initiative prise par son pays à la Conférence du désarmement, tenue à Genève en 1932-1933, avait conduit à des résultats positifs, en se gardant bien d'ailleurs de préciser lesquels. Il importe, cependant, de ne pas oublier qu'une définition analogue dans ses grandes lignes à celle qu'avait proposée l'URSS — et sur laquelle la Conférence n'avait pu se mettre d'accord — fut incorporée dans un certain nombre d'instruments, et notamment dans une Convention de définition de l'agression signée à Londres le 3 juillet 1933, à laquelle adhèrent neuf pays, dont l'Union soviétique. Or trois seulement de ces pays ont été épargnés par l'Union soviétique, encore que le doute soit possible dans le cas de l'un d'entre eux, l'Iran ; les autres ont été attaqués par l'URSS et ont, soit complètement disparu en tant qu'entités internationales, soit été partiellement annexés. Le cas de la Finlande et de la Pologne est particulièrement instructif, en ce sens que l'URSS s'est efforcée de justifier l'invasion de ces pays en invoquant des raisons identiques à celles avancées par Hitler lorsqu'il a envahi la Norvège, puis les Pays-Bas, la Belgique et

la France, la Yougoslavie et la Grèce; encore convient-il de noter qu'Hitler, du moins, était en guerre avec le Royaume-Uni et la France à l'époque de l'invasion de la Norvège, alors que l'URSS n'était engagée dans aucune guerre lorsqu'elle a envahi la Finlande.

16. Sir Gerald rappelle ces faits trop souvent oubliés, non pas dans un vain esprit de récrimination, mais uniquement parce qu'ils ont un rapport direct avec la thèse de la délégation du Royaume-Uni, selon laquelle les définitions de l'agression, même si elles sont acceptées et solennellement consacrées dans des traités, n'ont guère d'effet pratique lorsqu'il s'agit de prévenir effectivement l'agression. Le cas de la convention à laquelle sir Gerald a fait allusion est particulièrement frappant, d'abord parce que la définition qu'elle contenait avait été proposée à l'origine par la puissance qui, ultérieurement, a commis les actes d'agression indiqués, ensuite parce que cette définition — bien que contenue dans la convention — n'a pas suffi à arrêter l'agression: comment une définition contenue dans une simple résolution de l'Assemblée générale pourrait-elle alors suffire? Ce sont là des considérations qui méritent de retenir l'attention de la Commission.

17. Sir Gerald estime que la véritable garantie contre l'agression réside, non pas dans une définition, mais bien dans le désarmement. Or, quelle a été l'attitude de l'Union soviétique dans le domaine du désarmement? Après la deuxième guerre mondiale, tous les belligérants ont réduit rapidement leurs forces armées et leurs armements, sauf l'URSS qui, au contraire, les a augmentés; de ce fait, les autres pays ont dû, contre leur gré et au prix de lourds sacrifices matériels, renverser le processus et réarmer. Jusqu'à ces derniers temps — puisqu'un espoir semble maintenant se faire jour à cet égard — l'URSS a délibérément bloqué toute tentative d'accord sur le désarmement.

18. Dans cet ordre d'idées, sir Gerald rappelle la position adoptée par l'URSS à l'égard du Comité d'état-major des Nations Unies et des accords militaires dont l'Article 43 de la Charte prévoit la conclusion entre le Conseil de sécurité et les Etats Membres des Nations Unies. La raison essentielle pour laquelle le Conseil de sécurité est impuissant, abstraction faite de l'usage du veto, réside dans le fait qu'il n'a aucune force armée à sa disposition. Or l'Article 43 de la Charte prévoyait que des forces armées seraient fournies au Conseil, et c'est pour examiner les modalités d'application de cet article qu'avait été créé le Comité d'état-major, dont les efforts se sont trouvés constamment entravés par l'Union soviétique et qui maintenant a pratiquement cessé d'exister. Ainsi est-ce précisément la puissance qui, jusqu'à présent, a toujours dressé des obstacles dans la voie d'un accord sur le désarmement et s'est toujours opposée à ce que le Conseil de sécurité devienne un organe efficace, qui prétend aujourd'hui qu'une définition de l'agression — et la définition soviétique en particulier — assurerait automatiquement le maintien de la paix et de la sécurité. On doit donc logiquement conclure que la définition proposée par l'Union soviétique est une arme de propagande idéologique qui pourrait être utilisée contre le monde libre dans l'intérêt de la prétendue "campagne pour la paix" — en d'autres termes une arme de la guerre froide.

19. On peut se demander si une définition, qui vraisemblablement n'empêcherait pas un conflit majeur, ne pourrait pas néanmoins servir dans le cas des conflits locaux. Il semble, après plusieurs années de discussion, que les Etats Membres se répartissent en

trois groupes distincts: en premier lieu, les pays soviétiques, pour lesquels la définition serait une arme de propagande; en second lieu, un grand nombre de pays groupés dans certaines régions, notamment les pays d'Amérique latine, du Moyen-Orient et certains pays d'Asie, qui souhaitent une définition comme moyen de prévenir les agressions locales; enfin, un troisième groupe de pays — essentiellement les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, certains pays d'Europe occidentale et d'autres parties d'Europe, le Canada et d'autres membres du Commonwealth britannique — qui envisagent l'agression non pas sous l'angle de conflits locaux mais de guerres mondiales, et estiment qu'une définition serait impuissante à prévenir un conflit et même dangereuse, car elle tendrait à entraver l'action des pays qui s'efforcent de résister à cette forme d'agression.

20. Compte tenu de ces différences fondamentales de perspectives, il serait difficile et même contre-indiqué d'élaborer une définition applicable en tous points du globe à toutes les formes de conflits, indépendamment des circonstances particulières à chaque cas. Par conséquent, comme le représentant du Brésil l'a fort bien montré, c'est sur le plan régional qu'il faut traiter la question. Si les pays d'une région donnée estiment que, dans leur région, une définition de l'agression serait utile, ils ont certainement, en vertu de l'Article 52 de la Charte, le droit de conclure un accord régional contenant une définition qui pourrait guider les parties contractantes. Rien dans la Charte n'empêcherait les parties en cause d'entreprendre une action collective, éventuellement coercitive, en application dudit accord.

21. Sir Gerald examine ensuite les divers types de définitions qui ont été proposés. La définition énumérative est trop rigide, donc dangereuse. La définition générale est moins dangereuse, mais présente peu d'utilité parce qu'elle est nécessairement rédigée en termes qui eux-mêmes appellent une définition. Par exemple, la définition générale doit prévoir une exception en faveur de la légitime défense, mais toute la question est précisément de savoir ce qu'est exactement la légitime défense. Une définition mixte n'a pas plus de valeur, car elle combine les défauts des deux autres. En fait, la définition mixte est en soi entachée de contradiction car, si on dit au départ que l'agression est, par exemple, l'usage de la force armée à des fins autres que la légitime défense ou une action entreprise conformément à la Charte, on ne peut pas donner ensuite des exemples illustrant cette idée. Selon les circonstances de l'affaire, l'acte pris comme exemple entrera ou non dans le cadre de la formule générale arrêtée au départ; c'est ainsi qu'une déclaration de guerre peut ou non constituer un acte d'agression.

22. Au reste, quelle que soit la définition adoptée, il sera très facile de la tourner. Dans le monde moderne, il est par exemple facile à un Etat de créer, sur son propre territoire, un incident et de l'imputer à une puissance étrangère comme prétexte à une attaque. D'autre part, on se heurte à une énorme difficulté lorsqu'il s'agit de déterminer l'Etat qui, "le premier", commet certains actes. La définition proposée par l'Union soviétique met l'accent sur cette notion mais, pour les raisons qu'a exposées le représentant du Panama, il faut se garder d'y accorder trop de poids. Le représentant de l'URSS dira sans doute que, lorsqu'un pays a commis un acte d'agression, tous les actes commis ensuite par d'autres pays et qui autrement auraient été des actes d'agression, n'en sont plus. Cela

est indéniable, mais les difficultés et les possibilités de confusion demeurent. Lorsqu'une guerre met en cause un nombre considérable de pays qui ne combattent pas tous exactement pour le même motif ou dans le même but, il est souvent difficile de déterminer à coup sûr l'agresseur et l'attaqué. L'Etat qui a déclenché le processus n'est pas nécessairement responsable de tous les actes commis ultérieurement. Il se peut que, parce qu'un Etat a déclaré la guerre à un autre, un troisième Etat soit fondé à déclarer la guerre au premier, mais ce n'est pas toujours le cas. Par exemple, dans les deux guerres mondiales, le Royaume-Uni était fondé à déclarer la guerre à l'Allemagne parce que, dans chaque cas, il était lié par un traité — avec la Belgique et avec la Pologne, respectivement — aux termes duquel il promettait assistance en cas d'attaque. Cependant, cette action contre l'Allemagne ne justifiait pas les déclarations de guerre ultérieures de l'Italie et du Japon au Royaume-Uni, car rien dans les traités que ces deux puissances avaient conclus avec l'Allemagne ne les obligeait à prendre une telle mesure. Il est donc clair que la question de savoir quel Etat commet "le premier" tel ou tel acte a, au fond, peu d'importance et que tout dépend essentiellement des circonstances propres à chaque cas.

23. Il serait facile de montrer que ces critères et formules sont illusoire à bien d'autres égards. C'est ainsi que les propositions de la France et du Royaume-Uni du 11 juin 1954 sur le désarmement (DC/53, annexe 9) prévoient, comme le représentant des Etats-Unis l'a rappelé, que les Etats s'engageraient à renoncer à l'usage des armes nucléaires sauf en cas d'agression. Cela suffit à montrer combien il est difficile d'arriver à une définition générale de l'agression: il est évident en effet que le type de définition envisagé dans un grand nombre de propositions soumises à la Sixième Commission ne serait d'aucune utilité pour déterminer les conditions dans lesquelles les armes nucléaires pourraient être employées contre l'agresseur. L'utilisation de ces armes pour réprimer, par exemple, ce qu'on a appelé l'agression "économique" ou "idéologique" ne saurait en aucun cas se justifier; même une définition limitée à l'agression armée ou à l'usage de la force serait à écarter, car il y a beaucoup d'actes d'agression armée qui ne justifieraient pas l'usage des armes nucléaires. On voit donc combien il est difficile d'arriver à une définition qui puisse être appliquée dans toutes les circonstances; le cas d'agression qui justifie l'action défensive normale est une chose, le cas d'agression qui justifie l'usage des armes nucléaires en est une autre, et aucune définition ne peut couvrir les deux.

24. Pour toutes ces raisons, la délégation du Royaume-Uni demeure convaincue qu'une définition générale est impossible en pratique et qu'elle comporterait de grands dangers, dangers qui peuvent fort bien se présenter sous une forme qu'il est actuellement impossible de prévoir. Chacun sait reconnaître l'agression lorsqu'elle se produit et il serait préférable d'en rester là, sauf à envisager des solutions régionales.

25. Sir Gerald partage entièrement le point de vue des représentants de la France et du Brésil sur ce que l'on a appelé l'agression économique ou idéologique. En fait, il estime que le terme "agression" est en l'occurrence improprement employé. L'agression, au sens d'agression armée, est un crime de droit international, mais il n'est nullement question dans ce droit d'agression "économique" ou "idéologique". Ce n'est pas en définissant ces termes qu'on transformera les

actes considérés en actes illégaux, et encore moins en crimes internationaux. D'ailleurs, un acte ne peut être déclaré illégal par une simple résolution de l'Assemblée générale; il faut une convention internationale, qui ne lierait naturellement que les parties. Il semble donc inutile de continuer à étudier ces formes d'agression: mieux vaut s'en tenir à l'agression impliquant l'usage de la force armée.

26. A cet égard, sir Gerald a été frappé par certaines observations faites par le représentant du Paraguay à la 404ème séance. Celui-ci a dit que les organes appelés à intervenir en cas d'agression économique ne seraient pas les mêmes que ceux appelés à intervenir en cas d'agression armée. Mais quels seraient les organes compétents dans le premier cas? Le Conseil de sécurité n'aurait aucun pouvoir direct en la matière. A l'heure actuelle, il n'existe à l'Organisation des Nations Unies aucun organe habilité à connaître de cas de ce genre, si ce n'est d'une manière extrêmement générale et sans dépasser beaucoup le stade de la discussion. Pour créer ces organes nécessaires, il faudrait amender la Charte.

27. En conclusion, sir Gerald répète que, de l'avis de son gouvernement, le plus sûr est de ne pas définir l'agression, sauf peut-être sur le plan régional, et qu'en ce qui concerne les Nations Unies, il convient de laisser aux organes compétents — le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale — le soin de déterminer dans chaque cas concret s'il y a eu ou non agression. Même si la Commission ne partageait pas ce point de vue, il y aurait lieu d'adopter la suggestion du représentant des Etats-Unis (404ème séance) et d'ajourner toute décision jusqu'à ce que les nouvelles propositions sur le désarmement aient été plus amplement étudiées et qu'une décision ait été prise à leur égard.

28. La question de la définition est maintenant étroitement liée, sur le plan technique, au problème du désarmement. C'est, il faut le répéter, le désarmement qui offre les meilleures chances de diminuer les risques d'agression, et si des progrès sérieux peuvent être réalisés dans la voie du désarmement, peut-être aura-t-on créé alors les conditions dans lesquelles une définition de l'agression pourra rallier l'accord général.

29. M. KATZ-SUCHY (Pologne) regrette que le représentant du Royaume-Uni n'ait pas jugé devoir maintenir le débat sur le même plan élevé que par le passé. C'est en effet la sixième fois qu'un organe des Nations Unies examine l'important problème de la définition de l'agression, et les orateurs s'étaient jusqu'à présent efforcés avant tout de trouver le meilleur moyen de définir cette notion. Le représentant du Royaume-Uni, tout en présentant certains faits historiques sous un jour trompeur, a introduit dans le débat le ton et les tactiques de la guerre froide. Son intervention ne peut que semer la discorde. Le représentant du Royaume-Uni a admis qu'il serait peut-être possible de définir l'agression sur le plan régional, mais il s'est bien gardé d'aborder le sujet de la définition de l'agression en général. Il s'est borné à dire qu'une définition générale était impossible et inutile, mais il s'est contredit lorsque, à la fin de son intervention, il a déclaré que des progrès réalisés dans le domaine du désarmement entraîneraient un climat favorable à la définition de l'agression.

30. Le problème en discussion est d'une importance capitale; après de longues délibérations, il est maintenant en voie d'être résolu. En fait, une définition de l'agression constituerait un élément essentiel de la lutte

pour la paix. Ce sont les réalités de la situation internationale qui ont rendu cette définition nécessaire. Elle ferait reculer l'agresseur, qui ne pourrait plus trouver les mêmes excuses ou les mêmes prétextes que par le passé; elle éclairerait l'opinion publique mondiale en lui faisant comprendre que l'agression est le crime le plus grave que l'on puisse commettre contre la paix et la sécurité de l'humanité, et en lui enseignant à reconnaître l'agresseur. D'autre part, l'existence de critères précis permettrait au Conseil de sécurité de désigner plus facilement l'agresseur. Les définitions juridiques sont, comme chacun sait, indispensables dans les relations sociales, et le droit international, en particulier, ne peut s'en dispenser. C'est en effet sur la base de définitions contractuelles que les Etats règlent leurs rapports. L'agression ne doit pas faire exception, et il ne saurait être question d'utiliser une définition comme arme idéologique dans la guerre froide, comme l'a prétendu le représentant du Royaume-Uni. En fait, la définition de l'agression contribuerait beaucoup au maintien de la sécurité collective.

31. Le mémorandum de la France et du Royaume-Uni en date du 11 juin 1954 (DC/53, annexe 9) relatif à l'emploi des engins nucléaires, que l'Union soviétique, dans le projet de résolution qui fait l'objet du document A/2742/Rev.1, propose de prendre comme base pour l'élaboration d'un projet de convention internationale concernant la réduction des armements, interdit l'emploi des engins nucléaires, sauf en cas de défense contre l'agression. Mais on comprend difficilement comment les auteurs du mémorandum, qui veulent que l'on puisse faire usage des engins nucléaires en cas de défense contre l'agression, peuvent en même temps soutenir qu'il n'est pas possible de définir l'agression. Les observations du représentant du Royaume-Uni à ce sujet ne sont pas concluantes et porteraient à croire que le mémorandum du 11 juin permet l'emploi des armes atomiques dans tout conflit.

32. Ce n'est pas la première fois que le rapport entre la question de la définition de l'agression et celle du désarmement est mis en lumière. Il était déjà apparu en 1933 à la Conférence du désarmement. Le comité spécial chargé d'examiner la définition présentée par l'URSS avait appuyé les idées directrices de la formule soviétique, malgré l'opposition de certains membres, parmi lesquels l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie. Par la suite, de nombreux traités internationaux, notamment la Convention de Londres, ont suivi la voie tracée en 1933 par le projet de l'Union soviétique, en s'inspirant du modèle élaboré par le Comité pour les questions de sécurité de la Conférence du désarmement.

33. Pour le représentant du Royaume-Uni, le fait que la deuxième guerre mondiale a éclaté démontre l'inutilité d'une définition de l'agression. M. Katz-Suchy ne partage pas cette opinion. Une définition de l'agression est une arme utile dans le cadre d'un système de sécurité dirigé contre l'agression. Certes, une définition ne peut suffire lorsque certaines puissances, sympathisant avec un agresseur, lui fournissent une "situation rêvée". Ces puissances, qui n'étaient pas opposées à la violation d'obligations internationales et à l'occupation d'un pays après l'autre, n'ont pas réagi comme il le fallait lorsque la Pologne a été envahie. Ayant empêché la création d'un système de sécurité collective efficace, ces puissances ne sauraient maintenant imputer l'extension des hostilités à l'échec de la définition de l'agression.

34. En réponse à une observation du représentant du Royaume-Uni concernant la Pologne, M. Katz-Suchy déclare qu'à la suite de la victoire de l'Union soviétique, la Pologne a conquis sa véritable indépendance et qu'actuellement des relations amicales unissent les peuples des deux pays.

35. La deuxième guerre mondiale a démontré que l'agression est coûteuse et que ses conséquences ne peuvent être que désastreuses. Elle a démontré l'importance de la collaboration entre les Etats en vue de maintenir la paix. L'objectif fondamental de l'Organisation des Nations Unies est précisément d'éliminer l'agression. Aussi le caractère même de cette ère nouvelle exige-t-il qu'on définisse nettement ce terme. C'est là l'une des tâches les plus importantes de la Sixième Commission à la présente session. Faisant l'historique de la question, et rappelant notamment les résolutions 599 (VI) et 688 (VII) de l'Assemblée générale, M. Katz-Suchy souligne que l'Assemblée a déjà posé en principe qu'il est possible et souhaitable de définir l'agression. C'est là un point acquis. Et si la délégation de la Pologne y fait allusion, c'est qu'elle juge préférable de convaincre les adversaires de la définition plutôt que de leur imposer la volonté d'une majorité.

36. De l'avis de M. Katz-Suchy, de grands progrès ont été accomplis depuis 1950. L'Assemblée générale s'est bornée en 1950 à renvoyer la proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.1/608/Rev.1) à la Commission du droit international; elle a reconnu, en janvier 1952, qu'il est possible et souhaitable de définir l'agression, et décidé, au mois de décembre de la même année, de créer un comité spécial à cet effet. Enfin, l'Assemblée est maintenant saisie d'un projet de définition qui tient compte des observations des gouvernements.

37. Le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression a transmis à l'Assemblée un projet de résolution présenté par l'Union soviétique et des documents de travail présentés par le Mexique et la Bolivie (A/2638, annexe). Le projet de résolution de l'URSS énumère tous les types d'agression qui se sont révélés les plus dangereux, et fait place également à d'autres types d'agression.

38. M. Katz-Suchy souligne que l'agression constitue le crime le plus grave contre la paix et la sécurité de l'humanité, la violation la plus brutale des principes de souveraineté nationale. Il indique que les Constitutions de nombreux Etats, et notamment celle de son pays, condamnent l'agression et cherchent à encourager la coopération amicale avec les nations pacifiques. Il cite à ce propos le préambule ainsi que l'article 28 de la Constitution de la Pologne.

39. On a dit que le projet de résolution de l'Union soviétique ne tenait pas compte de l'intention agressive. M. Katz-Suchy fait observer à ce sujet que les actes énumérés dans ce projet ne peuvent être commis sans intention agressive. On a dit également qu'il fallait tenir compte de la menace de la force; de l'avis de M. Katz-Suchy, cela équivaldrait à faire entrer clandestinement dans la définition de l'agression la notion de guerre préventive. Or c'est précisément cette notion qu'aiment à faire valoir les agresseurs. Il faut évidemment distinguer entre une justification de la guerre préventive et le droit de légitime défense, que reconnaît l'Article 51 de la Charte.

40. M. Katz-Suchy se réserve le droit de continuer son intervention à la séance suivante, et note pour terminer que la diminution de la tension internationale

ne saurait servir de prétexte pour nier l'utilité d'une définition de l'agression.

La séance est levée à 13 h. 15.